



**Institut
EGA**

Enjeux géopolitiques contemporains

Cours de M. Romain BERTOLINO

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

www.institut-ega.org – secretariat@institut-ega.org

N°RNA : W712004835 - N°SIRET : 849 769 906 00025

La République populaire de Chine (RPC) entend devenir une puissance globale. Néanmoins, la Chine doit composer avec son environnement régional et tente de le dominer. Cette situation s'illustre d'ailleurs parfaitement lorsqu'on s'intéresse à la situation en Asie du Sud-Est.

Zone géographique complexe du fait de son histoire et des multiples groupes ethniques qui s'y trouvent, l'Asie du Sud-Est est le centre de nombreux enjeux géopolitiques. La région est en effet caractérisée par un flux incessant de marchandises à destination des principaux pôles de consommation et de tankers ravitaillant les principales puissances de la région.

Comme l'illustre la carte ci-dessous, l'Asie du Sud-Est est une zone géographique composée d'États rattachés au continent asiatique et d'États insulaires. Dans cet espace on retrouve ainsi les Philippines, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, Brunei et le Timor oriental.

La Chine, du fait de ses intérêts économiques et stratégiques, tient à contrôler cette zone. Elle est d'ailleurs impliquée dans des différends territoriaux avec de nombreux États de la région à propos d'îles et îlots situés dans la zone.

Néanmoins, quelles sont les réalités avec lesquelles la Chine doit composer dans la zone ?



I. Asie du Sud-Est : des réalités différentes

Il est intéressant, dans un premier temps, de s'intéresser aux réalités géographiques, politiques, démographiques voire sociétales de chacun des États appartenant à la région puisque ces facteurs vont avoir une incidence sur la politique étrangère de ces États et sur l'influence de la Chine dans la zone.

S'agissant des Philippines, cet État est une République dont la population totale est de plus de 103 millions d'habitants (2017), ceci faisant de lui le deuxième État le plus peuplé de la région. Environ 85% de sa population est catholique. Le pays affiche un PIB d'environ 331 milliards de dollars et une croissance annuelle aux alentours de 6% (2018). Le Vietnam est également une République dont la population est d'environ 93 millions d'habitants (2017). C'est un pays caractérisé par la prédominance de deux religions : bouddhisme et catholicisme. Le pays affiche un PIB d'environ 245 milliards de dollars et une croissance annuelle d'environ 7% (2018). Le Laos est une République dont la population avoisine en revanche les 6,8 millions d'habitants (2017). La population est majoritairement bouddhiste, mais il y a tout de même une importante minorité animiste (20%). Son PIB est d'environ 18 milliards de dollars et le pays affiche une croissance annuelle d'environ 6,5% (2018). S'agissant du Cambodge, il s'agit d'une Monarchie constitutionnelle à régime parlementaire. Le pays a une population d'environ 15,8 millions d'habitants (2017), population très majoritairement bouddhiste (plus de 90%). Le Cambodge affiche un PIB d'environ 25 milliards de dollars et une croissance annuelle avoisinant les 7,5% (2018). La Thaïlande est une Monarchie constitutionnelle avec une population d'environ 69 millions d'habitants (2017). Elle aussi très majoritairement bouddhiste (plus de 90%). Son PIB est d'environ 505 milliards de dollars et sa croissance annuelle s'élève à environ 4,1% (2018). La Birmanie est une République composée d'environ 53 millions d'habitants (2017), population majoritairement bouddhiste (environ 90%). Son PIB est d'environ 71 milliards de dollars et sa croissance annuelle avoisine les 6,2% (2018). La Malaisie est une Monarchie constitutionnelle à régime parlementaire dont la population représente 31 millions d'habitants (2017), population majoritairement musulmane (environ 60%). Les minorités religieuses qui suivent sont les bouddhistes (environ 20%), les chrétiens (environ 9%) et les hindouistes (environ 6%). Son PIB est de 358 milliards de dollars et le pays affiche une croissance annuelle d'environ 4,7% (2018). Singapour est une République - cité-État - dont la population représente 5,639 millions d'habitants (2018), dont environ à 33% bouddhiste, 18% musulmane et 15% chrétienne. Son PIB est de 364,2 milliards de dollars (2018) et le pays affiche une croissance annuelle d'environ 3,1% (2018). L'Indonésie est une République dont la population - la plus importante de la région - est d'environ 260 millions d'habitants (2017). La population est majoritairement musulmane (un peu moins de 90%). Son PIB représente 1 000 milliards de dollars, le pays affichant une croissance d'environ 5,2% en 2018. Brunei est une Monarchie absolue dont la population est d'environ 423 mille habitants (2017), population majoritairement musulmane (80%) - les chrétiens et les bouddhistes représentant chacun environ 8% de la population. Son PIB annuel est de 14 milliards de dollars et sa croissance annuelle est de 0,1% (2018). Enfin, le Timor oriental (ou Timor Leste) est une République dont la population représente 1,2 millions d'habitants (2017), très majoritairement catholique (environ 95%). Son PIB est de 2,5 milliards de dollars et le pays affiche une croissance annuelle d'environ 2,8% (2018).

Ainsi, avec l'ensemble de ces éléments on peut constater l'hétérogénéité de la région. Il y a non seulement des disparités politiques (République, Monarchie), géographiques, démographiques, économiques mais aussi sociétales. L'ensemble de ces facteurs a des conséquences sur la politique étrangère menée par ces États, certains de ces facteurs représentant tour à tour des opportunités et des obstacles.

C'est notamment sur ces disparités que la Chine s'appuie, profitant de la faiblesse économique de certains États pour y développer son influence, pesant ainsi sur les choix de ces derniers, notamment à l'échelle régionale.

De même, il est important de rapporter le fait que la quasi-totalité des États susmentionnés sont membres de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), organisation à laquelle n'est pas partie le Timor oriental - qui souhaite y entrer.

II. Le rôle prépondérant de l'ASEAN dans les dynamiques régionales

Comme susmentionné, l'ensemble de ces États - excepté le Timor oriental - sont membres de l'ASEAN, organisation créée en 1967. Le Timor oriental est candidat pour entrer dans l'ASEAN. La création de l'ASEAN repose sur les bouleversements géopolitiques du précédent siècle et notamment de la séparation entre le Malaya, Singapour (1965) et Brunei (1984).

Cette séparation repose sur des considérations ethniques du fait de la présence dans cette union de trois ethnies : les chinois, les indiens et les malais (majoritairement musulmans). Singapour était à l'époque très fortement chinoise, ce qui posa des problèmes au sein de l'union du Malaya jusqu'à provoquer sa séparation.

L'indépendance de Singapour va avoir de nombreuses incidences sur le plan régional. En effet, en 1965, la cité-État dirigée par Lee Kwan Yew va prendre une trajectoire ascendante reposant sur un modèle bien spécifique : le « libéralisme-autoritaire ». Il s'agissait d'un modèle dans lequel il n'y avait pas de libéralisme politique mais bel et bien un libéralisme économique. Cet ensemble de facteurs va permettre à Singapour de bénéficier de nombreux investissements - notamment du fait de liens étroits avec d'autres sociétés confucéennes -, ceci lui permettant de se développer économiquement très rapidement.

De même, Singapour, bien que très petit, va profiter d'une situation géographique particulièrement avantageuse. Le pays est en effet situé dans la région des détroits - dont le détroit de Malacca -, zone où transite un flux incessant de navires marchands (50% du commerce maritime mondial). Ce développement économique va faire de Singapour l'un des principaux alliés des occidentaux dans la région. Singapour va être à l'initiative de l'ASEAN, qui sera créée en 1967, à une période de l'histoire marquée par la guerre froide (guerre du Vietnam ; Affrontements entre le gouvernement et les communistes en Indonésie ; Arrivée de la junte birmane au pouvoir en 1962 ; etc.). Néanmoins,

la politique étrangère de Singapour est unique puisqu'elle s'avère être à la fois proche des États-Unis et de la Chine.

Certains pays de la région vont rejoindre l'ASEAN pour faire front contre le communisme et dans l'optique de se développer économiquement. D'ailleurs, la création de l'ASEAN - qui était marquée par l'idéologie anti-communiste à sa création - va progressivement s'écarter de cette idéologie pour privilégier le libre-échange, ce basculement entraînant l'arrivée du Vietnam et de la Thaïlande durant les années 1990 - pays qui se définissent comme communistes.

De même, alors qu'à l'époque un modèle paraissait comme privilégié (cf. Singapour), les États de l'ASEAN illustrent désormais, comme évoqué, une « mosaïque » de situations politiques. Elle est désormais considérée plus comme une zone de libre-échange plutôt que comme une association politique/idéologique - cette situation n'étant pas sans lien avec les profondes différences entre les États concernés.

Si l'ASEAN va incontestablement permettre le développement économique des États de la région, il est néanmoins nécessaire de constater le fait qu'il y a, comme en témoigne les éléments susmentionnés, toujours des réalités très différentes selon les États, ce qui va influencer leur politique étrangère.

Les attitudes des États face aux investissements provenant de grandes puissances étrangères vont logiquement varier selon leur situation. C'est ce qui explique le fait que le Laos dépend économiquement à 80% de l'économie chinoise, ce qui n'est pas sans incidence. Ce n'est en revanche pas le cas de Singapour, du Vietnam et de l'Indonésie. C'est en revanche le cas du Cambodge dont l'économie dépend très fortement de l'économie chinoise, ceci ayant des incidences sur sa politique étrangère.

La Chine, *via* son influence économique, va en effet tenter de constituer un blocage au sein de l'ASEAN - organisation qui fonctionne sur la base du consensus. À ce titre, les États particulièrement dépendants de la Chine vont parfois prendre des positions pro-chinoises, allant parfois même à l'encontre des positions de l'ASEAN.

Pour des raisons relatives aux questions territoriales, la Chine peut apparaître comme un élément perturbateur dans la zone, cette dernière étant probablement sa sphère d'influence privilégiée.

III. Les revendications territoriales en mer de Chine : des différends maritimes en suspend

Il existe de nombreux différends territoriaux en mer de Chine méridionale (aussi appelée « mer de Chine du Sud ») et notamment au sujet des îles Spartleys et Paracels. Ces différends existent aussi bien entre les États de l'ASEAN qu'entre ces mêmes États et la Chine.

Cette situation, dans un premier temps au sein de l'ASEAN, s'explique par l'absence de mécanisme de reconnaissance des frontières. S'agissant de la Chine, comme susmentionné, elle tente de contrôler cette zone stratégique en confrontant les États à des situations de fait accompli, allant jusqu'à militariser certaines îles.

Assez logiquement, certains États ont des revendications plus importantes que d'autres (ces dernières reposant notamment sur des documents historiques et des actes juridiques) ce qui est notamment le cas du Vietnam - ceci conduisant à des tensions et à la militarisation de la zone puisqu'il est question de zone économique exclusive et d'exploitation de ressources parfois très précieuses. Néanmoins, d'autres États utilisent des documents historiques pour revendiquer tel ou tel territoire et même l'intervention de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) n'a pas permis de résoudre ces différends tant un arbitrage en faveur d'un État est condamné et non respecté par un autre. De même, l'éventuel règlement des litiges entre les États au sein de l'ASEAN paraît impossible du fait de l'influence chinoise, certains États bloquant la situation (Laos, Cambodge).

Certains États prennent d'ailleurs une posture revendicatrice quand bien même ils ont cédé officiellement au profit de la Chine (exemple : Brunei). Le Vietnam de son côté, dont la position est particulièrement frontale par rapport à la Chine, ne peut rivaliser face à la puissance chinoise.

En ce sens, la Chine parviendra-t-elle à dominer, si ce n'est contrôler, la région ? En raison des forces régionales en présence (Vietnam, Indonésie, Japon), parviendra-t-elle à développer encore plus son influence dans une région capitale pour son développement ? La volonté d'autres États tels que le Japon, l'Inde ou encore la Corée du Sud, de développer leurs relations dans la zone redéfinira-t-elle les cartes dans cet espace régional particulièrement complexe ?